

Entretien

# Une défaite, oui, mais il faut préparer les batailles décisives de demain !

lundi 3 mars 2008, par [GILARDI Paolo](#), [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mai 2007).

**Mis à part l'élection atypique de Chirac en 2002, jamais depuis les années 60 un président de la République française n'avait été élu avec un score aussi important que celui enregistré le 6 mai par Nicolas Sarkozy. En ce sens, et pas uniquement en termes comptables, l'élection marque un tournant. Nous nous sommes entretenus de la situation en France au lendemain du 2<sup>e</sup> tour avec François Sabado, de la direction de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).**

---

**Plus de 53% des voix pour Sarkozy : c'est certes la victoire du MEDEF, mais ce sont aussi des suffrages de salariés qui se sont portés sur le candidat du patronat...**

Il n'y a pas de doute. C'est un changement majeur dans la situation politique qui vient de se produire. La victoire de Sarkozy est nette. Déjà son score du premier tour avait été largement supérieur à ce que jamais un candidat n'avait réalisé depuis la fin des années 60. Ce fait résulte d'un net glissement politique à droite sur le plan électoral, on pourrait dire à l'italienne, avec une droite très dure, décomplexée et le PS qui se social-libéralise tout comme en Italie Berlusconi a durci sa politique à droite avec Fini, l'ancien PC s'est rallié au Parti démocrate avec Prodi et ainsi de suite... En France, ce glissement s'exprime par l'alliance implicite intervenue entre l'extrême droite et la droite qui a emprunté le programme de Le Pen, bien que cela ne préfigure pas une alliance ouverte avec Marine Le Pen comme Berlusconi l'avait fait avec Fini.

**On peut donc parler de recomposition d'un bloc social des droites qui exprime une forte hégémonie idéologique ?**

On peut le dire. Il y aura certes de nombreuses gesticulations, notamment avec les rumeurs qui circulent déjà sur l'attribution d'éventuels fauteuils ministériels à des gens comme Bernard Kouchner. Mais, fondamentalement, la politique à laquelle on peut s'attendre est claire : elle sera faite de chocs sociaux particulièrement violents.

Cette droite victorieuse est particulièrement décomplexée. La rupture qu'elle revendique en est vraiment une. C'est la rupture avec les vieilles pratiques de la droite française qui, depuis 1945, cherche, compte tenu des rapports de forces sociaux, le compromis. Aujourd'hui, avec Sarkozy, cette droite de rupture va vouloir traduire la victoire électorale en victoire sociale, celle du patronat.

**Des attaques tout terrain en perspective ?**

En effet. L'élection ne va pas mettre un terme aux luttes sociales, aux expériences comme celle résultant de la mobilisation contre le Contrat première embauche (CPE). Pour les battre, c'est une politique particulièrement dure qui va être mise en place. Elle s'articulera probablement autour de quatre axes. D'abord en matière de droit de grève : le projet de rendre obligatoire un service minimum en cas de grève du service public s'apparente à sa suppression pure et simple. C'est ensuite la suppression des taxes de succession : ça touche certes largement, mais enfin, il faut tout de même être propriétaire pour pouvoir léguer ses avoirs...

### **Il y a ensuite l'immigration...**

Sarkozy va rapidement faire une tournée en Afrique pour imposer un contrôle lointain de l'immigration en France. Cependant, c'est contre les immigrés sans statut légal déjà résidents en France qu'il va se déchaîner. La pression sur les sans-papiers avec son lot de contrôles, arrestations, criminalisation et expulsions va encore s'accroître. Et toujours sur le plan judiciaire, c'est autour de l'introduction de « peines plancher » pour les récidivistes, c'est-à-dire d'un seuil minimum de peines en deçà duquel on ne peut être condamné en cas de récidive, que son gouvernement va mener l'attaque la plus dure.

### **C'est donc une phase de confrontations sociales qui débute ?**

C'est difficile de faire un pronostic. Cela dépend pour beaucoup de l'attitude des directions syndicales, en matière de droit de grève notamment. Vont-elles se coucher d'emblée et accepter la suppression de fait de ce droit ? Vont-elles faire mine de résister ? Le gouvernement voudrait-il passer en force ? Cela reste à voir. Ce qui est sûr c'est qu'ils vont y aller, quelle que soit la posture des directions syndicales qui, par leur positionnement, peuvent aussi être à l'origine de défaites sans combats. En tout cas, les mobilisations sociales, elles, ne sont pas nécessairement à la baisse. Contrairement à une trêve tacite qui régnait durant les précédentes campagnes électorales, elles se sont invitées dans la campagne : celle des salariés d'Airbus, de ceux du groupe PSA Peugeot Citroën, la mobilisation des sans-papiers. C'est de bon augure.

### **Les batailles décisives restent donc à venir ?**

Oui. Comme je viens de le dire, Sarkozy et le MEDEF doivent traduire la victoire électorale en victoire sociale. Et rien n'est encore fait. Pour notre part, nous enregistrons la défaite, mais nous sommes conscients que les confrontations décisives restent à venir. Et que dans celles-ci, les expériences et la conscience accumulées, de l'hiver 1995-96 jusqu'à la lutte contre le CPE, en passant par les centaines de mobilisations de moindre ampleur, vont jouer leur rôle. C'est quand même la première fois que, le lendemain même de l'élection présidentielle, il y a des mobilisations dans les facultés ! Je ne veux pas surestimer ce mouvement des étudiants contre Sarkozy, mais il existe et n'est pas ridicule. Il n'est pas juste une réaction d'un soir ; il s'inscrit déjà dans la durée avec des assemblées générales dans les amphithéâtres auxquelles participent des centaines d'étudiants...

### **D'où l'appel de la LCR à la constitution d'un front unitaire des organisations sociales et démocratiques...**

Evidemment, il est inimaginable de résister aux attaques à venir sans la construction d'un rapport de forces. De ce point de vue, notre appel est clair. Il s'adresse à toutes les forces pour constituer le front le plus large et unitaire en défense des revendications, celles contre la suppression du droit de grève et la destruction du service public. C'est un front pour résister aux rafles, aux lois réactionnaires, à la criminalisation de la jeunesse. C'est sur ce premier pilier que nous, LCR, allons construire notre intervention.

## **Et le second ?**

En France, les mobilisations existent, la situation sociale reste chaude. La grosse difficulté réside dans la traduction politique des mouvements et des luttes qui constellent l'espace social. Le processus très avancé de « social-libéralisation » du Parti socialiste s'accompagne du ralliement des petites forces de la gauche radicale. Déjà le Parti communiste négocie avec le PS les désistements réciproques lors des législatives en faveur du candidat le mieux placé. Pour sa part, José Bové, lui, s'était déjà rallié à Ségolène Royal... Tout cela a rendue caduque la discussion qui s'était développée autour de l'idée d'une gauche anti-libérale : à l'heure où le PS se recentre... à droite, elle sombre avec lui.

C'est pourquoi, le deuxième axe de notre intervention va être celui de la construction d'un nouveau parti, un parti anticapitaliste, totalement indépendant de la politique et de la direction du PS et fondé sur des règles internes démocratiques de fonctionnement. Un parti qui construit à partir des expériences accumulées dans les luttes et des meilleures traditions du mouvement ouvrier français et international un vrai projet anticapitaliste. Le voilà, le défi pour la LCR, qu'elle discutera dans le cadre de la préparation de son Congrès prévu en décembre.

## **Ce sont ces deux axes que vous défendrez aux législatives ?**

La campagne menée par la LCR autour de notre candidat Olivier Besancenot a permis d'inscrire dans la continuité la campagne de 2002, de consolider l'essai d'alors. Le résultat obtenu par Olivier ne le situe pas seulement au même pourcentage qu'il y a quatre ans. Avec une augmentation du taux de participation, il a obtenu plus d'un million et demi de voix et gagné près de 300 000 nouvelles voix par rapport au résultat de 2002. Il est devenu, pour des couches nouvelles, une référence pour une politique clairement anticapitaliste. A tel point que nous enregistrons actuellement plusieurs centaines de demandes d'adhésion.

C'est donc ce projet, celui de la nécessaire unité contre les attaques en cours et à venir, combiné à l'exigence de construire une gauche anticapitaliste, que nous allons défendre dans le cadre de la campagne pour les législatives. Nous nous y présentons comme LCR dans 470 circonscriptions et participons à des structures unitaires dans une trentaine d'autres, soit en tout près de 500.

---

## **P.-S.**

\* Paru dans le mensuel suisse Lignes rouges • N°34 • mai 2007. Interview par Paolo Gilardi.

\* François Sabado est membre de la direction de la LCR.